

pour ce qui est de la différence de condition économique. Pour les plus fortunés d'entre nous, l'idée que, si nous étions pauvres, nous ferions sans doute les mêmes choix et nous aurions les mêmes attitudes que les plus pauvres est encore dure à accepter. Sans doute est-ce parce que les enjeux sont d'autant plus forts qu'ils sont proches de nous.

Juger, il faut bien le dire, est quelque chose de facile et même d'agréable. On aime juger ce que les autres font de leur argent, leur trouver des défauts, relever leurs bêtises et leurs erreurs. Cela nous conforte dans l'idée que, nous, nous faisons mieux. Il en va de même pour les pauvres, les considérer comme responsables de leur sort est plaisant et rassurant. S'ils sont pauvres, c'est parce qu'ils ont un défaut ou parce qu'ils ont fait des erreurs, alors notre propre situation, si elle est plus favorable, est justifiée – et si nous sommes nous-mêmes pauvres, nous pouvons penser qu'au moins, nous ne sommes pas comme ça et que demain, nous nous en sortirons, contrairement aux « véritables pauvres ».

Il faut pourtant dépasser la facilité du jugement, du moins si l'on est vraiment engagé à comprendre les problèmes et les difficultés politiques devant nous. Cela ne se fait pas naturellement, il faut produire un effort. La première étape est de se débarrasser des prénotions qui nous encombrement, accepter de voir la pauvreté comme un enjeu collectif, et abandonner la recherche de responsabilités pour y préférer la compréhension de logiques et de mécanismes sociaux ; abandonner nos préjugés sur l'argent et sur son immoralité pour en saisir les utilisations en situation, la réalité sociologique au-delà des caricatures communes.

2

De folles dépenses ?

Du luxe à la survie

Janvier 2018, la France tremble en découvrant des scènes d'émeutes dont les vidéos envahissent les réseaux sociaux puis les grands médias. Insultes, bagarres, saccages de magasins et incivilités en tout genre sont signalés un peu partout sur le territoire. Les éditorialistes sont effarés, les politiques sommés de réagir et chacun cherche à comprendre ce qui a bien pu se passer. Les « émeutes du Nurella », comme on les appellera rapidement, viennent de laisser leur marque dans l'actualité¹.

C'est en effet une promotion de l'enseigne de grande distribution Intermarché qui a mis le feu aux poudres. Moins 70 % sur un pot de 950 grammes de la fameuse pâte à tartiner, soit 1,41 euro au lieu de 4. De quoi attirer les foules, sans aucun doute, mais de là à provoquer bousculades et échanges de coups ? À rendre nécessaire l'intervention de la police ?

L'indignation qui a suivi ne s'est pas limitée à la condamnation, toujours bonne à prendre, de l'usage de la violence. Après tout, des scènes comparables sont courantes en période de soldes et font même partie d'un certain folklore dans d'autres domaines – le fan prêt à tout pour accéder à son idole,

assister à un concert ou arracher un vêtement de créateur est une figure gentiment décalée mais dont la frénésie est vue comme un signe de dévotion et d'engagement. Ici, c'est l'incompréhension qui a d'abord dominé : comment est-il possible de faire tout ça pour... du Nutella ? De la pâte à tartiner, grasse et sucrée qui plus est ? L'écart entre la folie apparente de la foule et l'objet de sa prédation a provoqué stupeur et colère, notamment dans les commentaires échangés sur les réseaux sociaux. Les clients « enragés » se sont fait traiter de tous les noms, renvoyés au monde des beaufs, des barbares et des zombies sans cervelle...

Rapidement, cependant, un autre niveau d'indignation s'est superposé à celui-ci. Certains commentateurs remarquent que ces « émeutes » — le mot est sans doute un peu fort : on ne peut pas dire que la société ait vacillé sur ses bases... — n'ont pas eu lieu dans tous les magasins Intermarché où la promotion était disponible². Non, les bousculades et saccages de magasins se sont concentrés dans les régions les plus touchées par le chômage et la pauvreté, tout particulièrement dans le nord de la France. Non seulement l'objet pour lequel on se bat ne semble pas en mériter tant, mais en plus les « émeutiers » s'avèrent faire partie des plus pauvres ! Le caractère « luxueux » du produit par rapport aux faibles revenus des bénéficiaires ajoute encore au scandale.

N'ont-ils donc rien de mieux à faire que de se battre pour du Nutella ? Ou, au contraire, comment peut-on accepter qu'ils en soient réduits à cela ? Qu'on les voit comme des « cassos³ » stupides essayant de vivre au-dessus de leurs moyens ou comme des victimes de la société de consommation dont le cerveau a été lavé par la publicité et le capitalisme triomphant, il est difficile de ne pas chercher à voir la manifestation de

quelque tendance funeste de la société dans ce qui n'aurait pu être qu'une malheureuse anecdote.

De l'argent, des pauvres, de la violence, un risque sanitaire — le Nutella n'est-il pas responsable, au moins partiellement, de la montée de l'obésité ? — et même un soupçon de catastrophe écologique — la pâte à tartiner est connue pour contenir l'huile de palme qui détruit la planète ! Autant dire que tous les ingrédients étaient réunis pour une belle panique morale. J'ai insisté, dans le chapitre précédent, sur la nécessité de ne pas se laisser aller à voir de tels comportements comme la manifestation de tares individuelles, même et surtout si on a envie de les condamner moralement : si l'incapacité de se contrôler expliquait la participation à de telles « émeutes », comment démontrer qu'elles ne se produisent pas plus souvent et en plus d'endroits ? Partant de là, si un tel manque de contrôle ne peut expliquer ce phénomène, il est encore plus douteux qu'il nous éclaire sur quelque chose d'aussi massif et permanent que la pauvreté.

Pour autant, si les commentateurs de l'affaire ont parfois fait preuve d'un raisonnement plus sociologique que la moyenne en y voyant le révélateur des inégalités sociales, ils n'ont pas toujours évité l'écueil du misérabilisme. Beaucoup en sont venus à décrire ces consommateurs comme manipulés par les stratégies de promotion des grandes entreprises, se laissant avoir par le miroir aux alouettes du consumérisme, simples jouets d'un capitalisme triomphant les conduisant à des excès pour le moins irrationnels. Le manque de contrôle est ainsi transformé en manque d'esprit critique si ce n'est en faiblesse d'esprit. Dans tous les cas, l'idée sous-jacente est claire : pour les pauvres, acheter du Nutella est un acte profondément irrationnel.

Ce n'est pas le seul achat qui est vu ainsi. On pourrait s'amuser à faire la liste de toutes les choses que les pauvres ne devraient pas acheter s'ils étaient vraiment malins, s'ils faisaient des efforts ou s'ils ne se laissaient pas bernier par les marques et les lumières de la ville — bref, s'ils étaient vraiment rationnels. On y trouverait pêle-mêle : le Nutella et les autres plaisirs de bouche, tout particulièrement les fast-foods, les écrans plats, les smartphones, les cigarettes et l'alcool — sans parler bien sûr des autres drogues, illégales, dont on les pense plus facilement adeptes que les habitants des beaux quartiers —, les vêtements de marque, les cadeaux de Noël... Autant de « folles dépenses » qui signifieraient le manque de compétences et de bon sens des pauvres... et qui expliqueraient leur triste sort.

Pourtant, ces dépenses n'apparaissent être des « folies » qu'à des yeux extérieurs. Elles ont en fait leurs justifications, leurs raisons, leur logique — elles peuvent donc être comprises. Il s'agit surtout de montrer comment, lorsque l'on saisit la rationalité de ces achats, on constate que les pauvres ne sont pas pauvres parce qu'ils font l'erreur d'acheter du Nutella : tout au contraire, ils achètent du Nutella parce qu'ils sont pauvres — et si nous étions à leur place, nous ferions sans doute la même chose.

Dépenses imposées

FOLIES SOUS CONTRAINTES

Dans son ouvrage *Avis d'expulsion*⁴, Matthew Desmond propose une ethnographie des expulsions aux États-Unis, où se croisent les histoires de différentes familles pauvres de

Milwaukee et de ceux qui les logent. Parmi les enquêtés que le sociologue américain a longuement suivis, on trouve Lorraine, une veuve qui, après son expulsion, se retrouve à vivre dans le mobile home de son frère, dans l'un de ces *trailers parks* typiques de la grande pauvreté aux États-Unis — des terrains où s'entassent les logements temporaires devenus permanents. Dans l'un des chapitres les plus marquants de l'ouvrage, Desmond raconte comment, pour l'anniversaire de son mariage avec son époux, désormais défunt, Lorraine utilise l'entière part de ses *food stamps*, les tickets alimentaires de l'assistance publique qui lui permettent de survivre, pour se faire un festin de homards, crevettes, crabes et tarte au citron, le tout copieusement arrosé de Pepsi. Elle engloutit littéralement en un repas toute son aide alimentaire, déjà maigre puisqu'elle s'éleve à quelque 80 dollars. En d'autres occasions, elle achète aussi volontiers des produits de beauté onéreux ou une grande télé neuve, et refuse de vendre ses bijoux même lorsque le prix de ceux-ci pourrait lui permettre de payer son loyer et d'éviter de se retrouver à la rue. Ces comportements font le désespoir de ses proches : « Ma tante Lorraine c'est le genre de personne qui, si elle voit une crème antirides à 200 dollars, va l'acheter au lieu de payer son loyer⁵ » confie Sammy, sa nièce.

Avant son expulsion, Lorraine pouvait disposer de 164 dollars une fois son loyer payé. Elle aurait pu essayer d'en économiser une partie, en rognant sur ses courses ou en se désabonnant du câble. Pour quoi faire ? Si elle était parvenue à mettre 50 dollars de côté chaque mois, note Desmond, elle aurait pu avoir, à la fin de l'année 600 dollars... soit un mois de loyer. Le tout en se privant d'un tiers de son reste à vivre, c'est-à-dire en faisant des sacrifices considérables. Il lui aurait fallu se priver de vêtements... et bien souvent d'eau chaude. Même le

câble ne paraît pas un luxe pour une dame âgée, vivant seule, sans travail, sans voiture, sans internet, souvent sans téléphone – faute de pouvoir se le payer tous les mois. Sans la télévision pour l'occuper un tant soit peu, comment la vie de Lorraine serait-elle seulement supportable ? Bref, elle aurait dû consentir à des privations immenses, des efforts démesurés, pour quel résultat ? Certainement pas la fin de ses ennuis.

La pauvreté peut se décrire comme un « déni de soi permanent » difficile à imaginer pour la plupart des gens. La liste des choses que les pauvres doivent en permanence se refuser est longue :

- « – Une vie adulte (avoir leur propre appartement, avec des photos sur les murs et de la vaisselle coordonnée) ;
- une vie confortable (un nouveau matelas, un canapé agréable, de bonnes chaussures qui ne s'useront pas) ;
- une vie pratique (avoir sa propre voiture, manger à l'extérieur) ;
- une vie qu'ils puissent eux-mêmes diriger (un métier intéressant, des loisirs, des hobbies, de l'argent pour payer des baby-sitters) ;
- une vie avec des petits plaisirs (des cafés, des desserts, des fleurs pour la maison, des bains, du vin) ;
- une vie saine (des fruits et des légumes frais, une mutuelle, du temps pour faire du sport) ;
- Et tellement, tellement d'autres choses qui ne rentrent pas dans ces catégories (des gadgets technologiques, de la nourriture bio, des voyages, des vêtements et des accessoires coûteux)⁶. »

Lorraine doit non seulement se refuser toutes ces choses mais sait, en outre, qu'elle devra *toujours* se les refuser – car elle n'a aucun espoir objectif de sortir un jour de la pauvreté,

trop âgée et trop abîmée par la vie pour le marché du travail et même pour une existence « normale ». Alors parfois, elle décide que non, ça, elle ne se le refusera pas. Que pour une fois, elle aura une vie « normale », elle aura ce dont elle a envie, ce qui lui fait plaisir. Parce que, autrement, sa vie serait vraiment insupportable. Parce qu'elle ne vaudrait même pas le coup d'être vécue. Parce que, aussi, Lorraine sait que se priver de ces petits plaisirs, même sur une très longue période, ne changera fondamentalement rien à sa situation. Elle le dit elle-même d'ailleurs :

« J'ai le droit de vivre, et j'ai le droit de vivre comme je veux. Les gens ne se rendent pas compte que même les pauvres se lassent de manger toujours la même chose. Par exemple, je déteste les hot dogs, mais j'ai dû en manger toute mon enfance. À un moment tu te dis : " quand je serai grande, je mangerai du steak". Maintenant, je suis grande, alors je mange du steak⁷. »

À son propos, Matthew Desmond fait le commentaire suivant :

« Les gens comme Lorraine vivent avec tellement de contraintes cumulées qu'il est difficile d'imaginer le niveau de bon comportement ou de maîtrise de soi qui leur permettrait de s'extraire de la pauvreté. La distance est telle entre la pauvreté extrême et ne serait-ce que la pauvreté stable que ceux qui sont tout en bas de l'échelle ont peu d'espoir de s'en sortir, même en économisant chaque centime. Alors ils choisissent de ne pas le faire. Ils essaient de survivre avec panache et d'agréementer de plaisirs la souffrance. Ils se défontent un petit peu, boivent

un coup, jouent de temps en temps ou s'offrent une télévision. Ou ils achètent du homard avec des bons alimentaires⁸. »

Lorsqu'elle s'offre ainsi quelques instants de répit, Lorraine sait qu'elle le payera cher. Après son festin de homards, elle a dû se contenter de la banque alimentaire, l'équivalent local des Restos du Cœur, pendant tout un mois. Et encore, cela ne l'a pas empêchée d'avoir simplement faim. Elle le savait, et l'a très consciemment accepté : « Je suis contente de ce que j'ai mangé, dit-elle, et je veux bien manger des nouilles pour le reste du mois rien que pour ça⁹. » Contrairement à ce que l'on pourrait croire, rien ne s'est décidé sur un coup de tête : elle n'a pas été prise d'un coup de folie dépendière dont elle n'aurait pas su ou pas pu mesurer les conséquences. Au contraire, ce moment d'excès apparaît comme le produit d'un calcul, un mode de gestion pour faire face à la pauvreté, un comportement parfaitement rationnel.

ACCOMMODER LES RESTES

Mathew Desmond propose, à partir de là, d'opérer un retournement complet dans la façon dont nous envisageons généralement la pauvreté. Pour beaucoup de gens, écrit-il, « Lorraine était pauvre parce qu'elle jetait son argent par les fenêtres. Mais l'inverse était beaucoup plus proche de la réalité. Elle jetait son argent par les fenêtres parce qu'elle était pauvre¹⁰ ». Ce qui explique ses achats compulsifs et son goût pour le superflu, ce n'est pas une incapacité fondamentale à se contenir, à gérer son argent ou encore à planifier l'avenir. Inutile de lui expliquer qu'elle ne devrait pas, que ce n'est pas bien, que ce n'est pas ainsi que l'on doit dépenser son argent :

Lorraine le sait. Comme elle sait que, même en faisant tous les efforts que les autres lui réclament, elle sera toujours pauvre à la fin. Lorsque l'on a si peu d'argent que toute sortie de la pauvreté est impossible, sauf à sacrifier toute sa vie pour un gain incertain et négligeable, autant essayer d'accommoder les restes avec un peu de plaisirs inutiles. Ainsi, ajoute encore Desmond, « si Lorraine dépensait son argent de façon inconsidérée, ce n'était pas parce qu'elle touchait une allocation trop importante, au contraire, c'était parce que ses aides étaient insuffisantes¹¹ ».

Pour la faire changer d'attitude, pour l'amener à un usage plus sage et raisonnable de son argent, lui en donner moins, comme on donne une punition à un enfant qui s'est mal comporté, ne servira à rien. C'est justement la misère qui explique ses « coups de folie » qui n'ont rien de fou. Il faudrait au contraire lui en donner plus, suffisamment pour que sa vie soit supportable et pour que faire quelques économies soit tout simplement rentable.

RENDRE LA VIE SUPPORTABLE

Bien d'autres consommations relèvent de la même logique. Elles servent de façon très rationnelle à supporter le poids d'une vie de contraintes, de privations et de stigmates. On peut facilement reprocher aux moins fortunés leur usage des cigarettes et de l'alcool, d'autant plus que ceux-ci contribuent à leur mauvaise santé et souvent à leur mortalité précoce¹². Mais pour le SDF qui doit dormir la nuit dans le froid, l'alcool relève plus de l'outil utile à sa survie que du plaisir du petit verre après le travail... Il en va de même, finalement, pour ceux dont la situation est à peine moins

dramatique. Dans leur ethnographie d'un quartier ouvrier d'Elbeuf, en Normandie, Jean-François Laé et Numa Murard¹³ notent :

« Ce qui n'est pas ambivalent, c'est la consommation d'alcool. Ici, il faut être buveur ou abstinent, on peut être successivement (et souvent on l'est) l'un puis l'autre, mais il n'existe pas d'entre-deux. Les hommes boivent, et les femmes aussi, des grandes cannettes de bière à 38 centimes, les fonds de cuve des grands brasseurs, qui titrent huit degrés. Dix cannettes par jour, c'est comme un paquet [de cigarettes], à la fin du mois, ça fait un tiers de RSA. Le médecin du quartier, installé depuis trente ans, qui a connu quatre générations, conseille à ceux qui veulent sortir de l'alcool de quitter la ville parce que « ça leur donne une chance de plus ». Ici, l'alcool sert moins à supporter le travail que son absence¹⁴. »

Aussi lourd que pèsent l'alcool et le tabac dans leur budget, ces anciens ouvriers devenus chômeurs ou, au mieux, précaires, ont besoin de ces dépenses pour simplement tenir le coup, sans s'illusionner sur les risques de la pratique — le choix obligatoire entre l'abstinence totale et la consommation excessive en témoigne. C'est que le chômage et la précarité sont des expériences difficiles. Dans l'une des plus célèbres enquêtes des sciences sociales, Paul Lazarsfeld et son équipe constataient comment les ouvriers d'une petite ville de l'Autriche des années 1930 voyaient leurs vies décomposées par la fermeture de l'usine textile¹⁵. Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, l'appauvrissement soudain ne débouchait pas sur un sentiment de révolte et d'injustice, mais plutôt sur une forme d'apathie face à un temps soudain libre et vide, impossible à gérer. En

particulier, les nouveaux chômeurs perdaient peu à peu la capacité de raconter ce qu'ils avaient fait de leurs journées, de trouver des repères dans un monde privé de travail. C'est pour cela que, malgré le dénuement soudain, ils ne sacrifiaient pas leurs achats d'alcool : il fallait bien se raccrocher à quelque chose...

TENIR LE COUP

Du reste, l'alcool ou le tabac ne sont pas non plus superflus lorsque l'on travaille, pour peu que ce travail soit dur et exigeant. Interviewé par le sociologue Nicolas Renahy, Sébastien Mary, ouvrier du bâtiment et coauteur d'un article¹⁶ avec le chercheur, parle ainsi de l'alcool comme d'une véritable « drogue du pauvre » qui lui a permis pendant un temps de supporter sa condition, de travailler au-delà de ses forces, suffisamment en tout cas pour gagner de quoi vivre malgré les difficultés. Le travail difficile et l'alcool ensuite s'entremêlent. Ce sont deux drogues, deux façons aussi de montrer sa force et sa virilité pour des hommes confrontés aux difficultés, qui débouchent sur une forme de « soif de travail » dont il est difficile de sortir :

« C'est chez mon premier patron, sur les chantiers, que je suis devenu dépendant. Après deux heures de boulot, la bière du matin, c'est une récompense avec les collègues. Et le fait de faire des chantiers au black avec Louis, dès le début, c'était un moyen de travailler pour nous, de se faire du liquide, mais aussi de boire plus que de raison. Je me demande même si c'est pas ça qui me poussait à bosser au black. Au départ, y avait les mômes, les factures, mais j'en avais pas besoin. Par contre, l'alcool... »

Devenu abstinent, Sébastien Mary tient un discours lucide et compréhensif vis-à-vis de ses camarades ouvriers qui ne parviennent pas à décrocher – c'est qu'il sait mieux que tout autre le rôle très particulier que tient l'alcool dans l'économie des classes populaires :

« Le rôle de l'alcool, c'est d'être une récompense. Dans le milieu ouvrier, c'est une récompense – p't'être dans d'autres milieux aussi... C'est la petite récompense de l'effort. C'est normal, c'est inclus dans la vie, c'est ancré dans la vie. L'alcool, il est là, il a son rôle, il a ce qu'il apporte. En plus, ça apporte des choses, l'alcool. Ça apporte un certain bien-être, ça apporte un effet qu'est spectaculaire, qui te demande qu'une seule chose, c'est d'y retourner, retrouver cet effet-là. C'est ce qui fait vivre les gens, de toute façon. Du jour au lendemain, là, t'arrêtes de vendre de l'alcool, tu sais ce qui va se passer ? Il va y avoir quarante millions de déprimés, les gens vont rester enfermés, ça va plus sortir, c'est ça, c'est ça... T'enlève le sein de la mère ! Les trois quarts des personnes de ce village, et pis dans tous les villages : tous les soirs, le verre de rouge, c'est de l'alimentation, c'est ce qui aide ! C'est ce qui aide à oublier que t'as un métier qu'est dur, que tu te fais avoir par la vie, par les patrons. C'est la vérité ! C'est la drogue du pauvre... »

Il ne s'agit pas, bien sûr, de tomber dans une sorte d'apologie facile de l'alcool, ni même de la cigarette. Ils servent à tenir le coup, si nous nous retrouvions dans une situation comparable, nous serions probablement amenés à recourir à ce qui ressemble plus à des outils de survie qu'à des plaisirs coupables et incontrôlés. Mais si ces recours sont nécessaires malgré leurs dangers, c'est bien parce que la situation où l'on

est plongé serait insupportable autrement. Avec moins de pression financière, avec des conditions de travail plus confortables, il en serait sans doute différemment pour bon nombre de ces gros consommateurs d'alcool... C'est une résistance qui n'a rien d'héroïque, ni d'ailleurs rien de constructif – mais qui n'existerait pas de la même façon sans la pauvreté.

LA THÉORIE DU TOAST À L'AVOCAT : IRRATIONNELLES ÉCONOMIES

Vous avez des difficultés économiques ? Vous ne parvenez pas à acheter votre logement alors qu'à votre âge vos parents étaient déjà propriétaires ? Ou vous avez simplement du mal à joindre les deux bouts ? Le magnat immobilier et millionnaire australien Tim Gurner a une solution simple pour vous : arrêter d'acheter des toasts à l'avocat. Selon son analyse économique très personnelle, ce plat devenu symbole des *hipsters* et autres *millennials* serait responsable de la pauvreté relative des jeunes générations, aux côtés des cafés hors de prix vendus dans les Starbucks et autres enseignes équivalentes. Il suffirait, selon lui, d'économiser tout cet argent inutilement gâché pour devenir millionnaire. D'ailleurs, il n'hésite pas à se prendre en exemple :

« Quand j'essayais d'acheter ma première maison, je n'achetais pas de purée d'avocat à 19 dollars et quatre cafés à 4 dollars chacun. Nous en sommes à un point où les attentes des jeunes sont beaucoup trop élevées. [...] Quand je montais mon premier business à 19 ans, j'étais à la salle de sport dès 6 heures du matin et je travaillais jusqu'à 10h30 du soir, tout ça sept jours par semaine, et j'ai continué ainsi jusqu'à ce que je puisse acheter ma première maison. Il n'était pas

question de me dire est-ce que je peux sortir pour prendre le petit déjeuner ? Est-ce que je peux sortir pour aller dîner ? Je ne faisais que travailler⁷. »

Cette « théorie de l'avocat » concentre à elle seule une grande partie de l'esprit du capitalisme ou, tout au moins, de sa morale : elle fait de l'accumulation une vertu. Économisez, conservez, investissez, et vous deviendrez riche. Le millionnaire fait moins la promotion du sens des affaires ou du talent que celle d'un ascétisme qui déborde largement la seule activité économique, comme en témoigne la référence à la salle de sport. Cette théorie, en fait, ressemble à s'y méprendre à une version réactualisée des « conseils à un jeune artisan » de Benjamin Franklin :

« N'oubliez pas que le temps c'est de l'argent. Celui qui peut gagner dix shillings par jour en travaillant et qui va se promener ou reste oisif la moitié de cette journée, quoiqu'il ne dépense que six pence durant son divertissement ou son oisiveté, n'a pas dépensé seulement ces six pence : il a en réalité dépensé, ou plutôt gaspillé, cinq shillings de plus¹⁸. »

On devine dans ces conseils avisés une explication en creux de la pauvreté : la paresse, bien sûr, et le goût du luxe. S'accorder de petits plaisirs, même s'ils ne paraissent pas plus grands qu'un toast à l'avocat ou six pence, vous barrera la route de la richesse. On peut avoir l'impression que c'est ce comportement d'accumulation qui manque aux pauvres. Certes, il est dur de se priver, de s'obliger à économiser, de se retenir et de se contrôler, mais au bout du chemin, c'est la sortie de la pauvreté et même l'opulence qui vous attendent. Peut-être les

pauvres souffrent-ils d'une incapacité profonde à se contrôler, peut-être ignorent-ils même qu'il leur suffirait de quelques sacrifices pour s'en sortir... Heureusement qu'il y a un courageux millionnaire pour le leur expliquer, avec une rudesse de bon aloi !

Le principal problème de cette théorie de l'avocat et celles de ses autres avatars, c'est qu'elles sont complètement fausses. La BBC s'est amusée à calculer pendant combien de temps un individu devrait se priver de toasts à l'avocat (en comptant un toast par jour) avant de pouvoir disposer de seulement 20 % du prix d'un appartement, soit un apport qui pourrait permettre d'obtenir un prêt¹⁹. L'attente est longue à chaque fois. À Berlin, c'est 19 ans, à New York, 33 ans, et à Londres, 67 ans. Si un jeune Londonien de 20 ans décidait de suivre le conseil de Tim Gurner, il pourrait obtenir son prêt à l'âge de 87 ans (49 ans pour un jeune Berlinois). Si une part croissante des jeunes ménages ne sont pas propriétaires aujourd'hui, ce n'est pas à cause de ce qu'ils prennent au petit déjeuner, mais beaucoup plus probablement par la combinaison de la stagnation des salaires et de l'augmentation des prix de l'immobilier, surtout lorsque les nouvelles constructions essayent d'attirer des acheteurs plus âgés et plus fortunés²⁰.

Ces calculs ne portent pas prioritairement sur les plus pauvres, lesquels peuvent difficilement supprimer de leurs habitudes quotidiennes l'achat d'un toast à l'avocat d'une dizaine d'euros et de quelques cafés à cinq euros pièce pour la simple et bonne raison qu'ils ne les consomment probablement pas de toute façon. Mais justement, si même en abandonnant des dépenses quotidiennes aussi importantes, obtenir quelque chose qui peut sembler aussi banal qu'un logement

apparaît comme un pari de long terme, comment peut-on penser que faire des sacrifices beaucoup plus faibles en valeur permettra à terme de sortir de la pauvreté ? Ne pas poursuivre l'objectif d'accumulation que la morale capitaliste considère comme vertueux n'a rien d'irrationnel lorsque les revenus sont faibles. Tout au contraire, c'est un choix parfaitement raisonnable qui témoigne d'un sens des réalités plus marqué chez les plus pauvres que chez un millionnaire australien — lequel oublie opportunément de signaler qu'il a construit sa fortune à partir d'un prêt de 34 000 dollars australiens de la part de son grand-père... Avec une telle base de départ, se lever à 6 heures pour aller faire du sport apparaît d'un seul coup beaucoup moins héroïque.

INUTILISABLE RICHESSE

Mais ce n'est pas seulement le montant des revenus qui peut rendre le processus d'accumulation irrationnel. D'autres conditions peuvent venir à manquer pour que l'épargne et l'économie soient viables. L'économiste Steven Levitt et le journaliste Stephen Dubner posaient déjà cette question dans leur ouvrage *Freakonomics*²¹ : pourquoi les dealers de drogue vivent-ils chez leur maman ? Ceux-ci sont en effet réputés toucher énormément d'argent via le commerce de drogue, une image entretenue aussi bien par les discours de dénonciation politique que par les œuvres de fiction qui flirtent volontiers avec l'héroïsation des trafiquants. La réponse des deux auteurs reprend le travail de terrain du sociologue Sudhir Venkatesh qui, au cours d'une immersion dans un gang de Chicago²², a obtenu les cahiers de comptes dûment tenus de l'organisation. Ceux-ci montrent que la plupart des « fantassins » nécessaires à

la vente de crack — guetteurs, vendeurs de rue, etc. — sont rémunérés en deçà des salaires de la plupart des emplois légaux, et que ce n'est que l'espoir de monter dans l'organisation et peut-être, celui de toucher un jour le pactole que se partagent les dirigeants qui les motivent, un temps, à prendre des risques considérables — y laisser sa peau n'est pas rare dans ce « métier ». D'ailleurs, ceux qui survivent finissent souvent par se tourner vers le secteur légal pour nourrir leur famille, lassés de jouer leur vie pour l'équivalent d'un ticket de loterie.

On peut cependant se poser une autre question : pourquoi les chefs de l'organisation ne profitent pas de l'argent gagné pour se reconverter dans une activité moins risquée ? Une autre ethnographie des dealers de drogue, celle de Philippe Bourgois sur le crack à New York²³, donne une réponse inattendue : le chercheur a passé cinq ans dans les rues de Spanish Harlem, l'une des zones les plus difficiles de la ville, et plus particulièrement auprès des « employés » de Ray, un propriétaire de plusieurs maisons de crack dans le quartier. Ce dernier s'avère faire preuve, dans son activité illégale, de qualités de gestion qu'envieraient volontiers bien des entrepreneurs. Non seulement gère-t-il plusieurs points de vente, mais il a un véritable talent pour choisir ses hommes, pour les rémunérer et organiser leurs horaires de façon à les garder dans quelques caces. Régulièrement, il est tenté de se lancer dans quelques projets légaux, un peu pour blanchir son argent sale, beaucoup dans l'espoir de pouvoir se ranger et mener une vie moins dangereuse. Lorsqu'il décide d'ouvrir une bodega, il n'a aucun mal à trouver parmi ses employés quelques jeunes hommes tout aussi désireux d'abandonner le commerce de crack et de consacrer leurs journées à la préparation de sandwiches. Mais rien ne se passera comme prévu :

« Le rêve de légalité [...] ne devint jamais réalité. Ray fut incapable de venir à bout de la paperasse complexe de la municipalité de New York, que ce soit pour les inspections sanitaires ou pour négocier d'extravagants reliquats d'impôts. Il ne réussit même pas à ouvrir légalement son entreprise une seule journée. [...] Ray abandonna et renvoya Primo et César à leurs emplois : vendre du crack à mi-temps [...], les lundis et les mardis²⁴. »

Comme l'explique Philippe Bourgois, Ray ne dispose tout simplement pas des bons « capitaux culturels » – une notion qu'il emprunte à Pierre Bourdieu – pour faire fonctionner une entreprise légale. S'il maîtrise parfaitement le code de la rue et sait « mobiliser violence, coercition et amitié en un délicat équilibre qui lui procure des revenus substantiels et le respect de la rue », ses manières adaptées au commerce de drogue s'avèrent un handicap sorti de ce monde particulier :

« Dans ses tentatives dans l'économie légale, ces mêmes talents le faisaient passer pour un *jibaró* [un paysan portoricain] urbain illettré, rustre et incompétent aux yeux des inspecteurs, employés de bureau et autres petits officiels qui attribuaient permis et inventaires de marchandise ou qui supervisaient les autorisations à la municipalité de New York²⁵. »

Dans cette situation, il n'est pas étonnant qu'il préfère, au final, faire « flamber » son argent sale dans des voitures et autres signes extérieurs de richesse, lesquels lui permettent au moins d'avoir un statut dans le monde de la rue, même s'il aurait voulu avoir une vie plus calme. La transformation de l'argent en capital, l'alchimie la plus simple de la réussite capitaliste, ne lui est tout simplement pas accessible, et on se rend bien compte que ce n'est pas vraiment par manque d'esprit

d'entreprise – au contraire, il en a à revendre –, mais bien par une insuffisante maîtrise des codes dominants.

FLAMBER FAUTE DE MIEUX

Cette situation n'est évidemment pas propre à Ray, Philippe Bourgois la retrouve également chez les employés de ce dernier. Primo et César, avec lesquels il passe le plus de temps, rêvent eux aussi d'emplois légaux et s'y essaient régulièrement sans jamais parvenir à y rester. Il faut dire que, purs produits des quartiers chauds de New York, ils dénotent dans les petits emplois de bureau auxquels ils peuvent avoir accès. Dans l'une de ses expériences comme homme à tout faire d'une petite entreprise d'imprimerie, Primo se voit interdire de répondre au téléphone tant son accent portoricain gêne sa patronne – une humiliation qu'il vit particulièrement mal. Lorsqu'il colle des affiches dans le quartier pour proposer ses services de réparateur d'électroménager, il subit les mêmes déconvenues :

« C'est genre, i z'entendent ma voix et i raccrochent... y'a un silence à l'autre bout.

Tout le monde me demande quelle race je suis. Ouais i disent, genre "d'où êtes-vous avec ce nom ?". Parce qu'ils entendent cet accent portoricain. Et j'leur dis seulement que je suis new-yorkais. La haine.

En plus, j'leur dis qu'ils peuvent me payer ce qu'ils pensent correct pour leur réparation de merde. Mais y veulent même pas que je vienne²⁶. »

Au-delà du racisme qu'il subit, on constate un manque de capital culturel équivalent à celui de Ray : inspiré par les normes économiques portoricaines, Primo pense bien faire en

laissant le client fixer lui-même le prix du service, sans se rendre compte que cela envoie un signal négatif aux clients. D'une façon plus générale, son allure de mauvais garçon, condition de sa (sur)vie dans le Barrio*, devient un désavantage dans la poursuite de l'emploi légal.

Même s'il arrive à accumuler un peu d'argent, il ne pourra pas en faire grand-chose, ni l'investir ni le consommer « normalement » sans qu'on le soupçonne de l'avoir obtenu de manière illicite. Alors il l'utilise comme il peut : en embrasant pleinement la culture de la rue, en dépensant dans la sape, l'alcool ou la drogue. Ce n'est pas tant par rejet de la légalité — à laquelle il aspire — que parce que celle-ci est inaccessible. Il s'agit là d'un moyen d'adaptation à la marginalisation sociale où, plutôt que d'accepter passivement leur statut de victime, ces jeunes gens lui donnent l'apparence d'un choix volontaire et d'un motif de fierté. Et ce même si, comme l'écrit l'anthropologue, « au niveau quotidien, ils deviennent les agents effectifs de leur propre destruction et de la souffrance de leur communauté ». C'est la pauvreté qui commande ces comportements tout à la fois bravaches et destructeurs. Elle n'en est pas le produit.

La situation de ces jeunes délinquants peut sembler tout à fait spécifique, et en un sens elle l'est. Tous les pauvres, loin s'en faut, ne se tournent pas vers des activités aussi illégales et immorales que le trafic de drogue — même si la pauvreté explique incontestablement pourquoi une part significativement plus importante d'entre eux le fait par rapport à des

* Au sens littéral, « le quartier » mais le terme est ici utilisé pour désigner un quartier « chaud ».

populations plus favorisées. Mais, au-delà de ces singularités, on peut comprendre qu'une utilisation « avisée » de ses revenus n'est possible qu'à la condition d'accéder à une véritable carrière.

S'il est facile au jeune diplômé qui enchaîne les stages et les CDD d'économiser sereinement en rêvant à sa nouvelle voiture ou à sa future maison, c'est parce qu'il sait que, outre ces revenus, il accumule aussi ces fameux « capitaux culturels » — les économistes parleraient de « capital humain » — qui lui serviront plus tard à valoriser cette épargne : des lignes supplémentaires sur son CV, des compétences reconnues et recherchées, du sérieux à présenter auprès de sa banque... Peut-être a-t-il parfois le sentiment, pas forcément injustifié, d'être exploité par des employeurs bien contents de le payer en « expérience » ou en « visibilité » plutôt qu'en euros, mais c'est dans des termes tout à fait différents de ceux qui savent qu'ils n'auront jamais, sauf par une sorte de « miracle social », accès à des emplois plus légitimes. La situation de Primo est-elle après tout si différente de celle plus contemporaine du jeune livreur à vélo accroché à son smartphone ? Celui-ci sait bien que multiplier les courses n'ajoutera rien à son CV. Pour peu que des discriminations sur sa couleur de peau, son accent ou même l'adresse de son logement rendent son accès aux autres emplois encore plus difficile, profiter dans le court terme de son argent plutôt que de l'épargner pour un projet inimaginable n'a rien d'irrationnel...

PAUVRETÉ OSTENTATOIRE

Ce qui fait scandale dans les « folies » des pauvres, ce n'est pas seulement leur contradiction avec la norme d'accumulation et d'épargne : c'est aussi leur caractère ostentatoire. Au

travers de l'achat de ce qui semble être des biens « de luxe », des vêtements de marque aux équipements pour la maison en passant par les loisirs divers et variés, ce ne sont pas seulement les besoins « primaires » qui sont satisfaits, mais aussi des besoins « secondaires » de reconnaissance et de prestige.

Les économistes et les sociologues sont habitués depuis longtemps à analyser cette « consommation ostentatoire » ou ces « dimensions ostentatoires de la consommation »²⁷. Il peut même apparaître difficile de trouver des exemples de consommations qui ne soient pas au moins un peu ostentatoires. Nous avons certes besoin de nous habiller pour résister au froid ou au soleil, mais les vêtements nous permettent aussi d'affirmer un statut, une position dans la société, des goûts ou une personnalité. La nourriture nous est indispensable pour survivre, mais ce que l'on mange et souvent comment on le mange — avec qui, de quelles façons, à quel moment — est investi d'une importance d'autant plus cruciale que c'est un moyen de dire qui l'on est et quelle importance on accorde aux autres. L'ostentation n'est pas le propre des hyperriches et de leurs yachts : à tous les niveaux de la société, le souci de la distinction informe une bonne partie des choix de consommation.

Mais, dans les représentations communes, toute consommation ostentatoire ne peut être qu'un luxe que doivent éviter ceux et celles qui n'en ont pas les moyens. Lorsque par exemple des parents sans le sou offrent à leurs enfants des vêtements de marque, on y voit une erreur de gestion et ou un désir coupable d'être ce que l'on n'est pas. Il n'est pas rare, alors, d'avoir en tête la pyramide de Maslow²⁸, aussi appelée « pyramide des besoins ». Selon celle-ci, l'individu attendrait d'avoir comblé ses besoins physiologiques avant d'avoir d'autres préoccupations — dans l'ordre, les besoins de sécurité,

d'appartenance, d'estime et enfin d'accomplissement de soi. Encore largement enseignée bien qu'elle n'ait jamais fait l'objet d'une validation empirique, cette fameuse pyramide donne l'impression que, en cédant à la consommation ostentatoire, les pauvres brûlent les étapes : ils donnent priorité aux besoins d'estime sur leurs besoins physiologiques, rompant avec un ordre qui se prétend « naturel ».

Pourtant, le souci de l'estime des autres n'a jamais sagement attendu la satisfaction pleine et entière des besoins prétendument plus urgents. L'usage de parures et de symboles statutaires n'est pas apparu avec l'abondance contemporaine. Chaque société, chaque période, a articulé différemment la diversité des besoins humains.

Il y a même tout lieu de penser que la consommation ostentatoire est plus importante pour les pauvres que pour les autres catégories, dans le sens où le coût de son abandon est plus élevé. Avec un peu de caricature, on peut dire que le riche qui décide de ne pas afficher son statut en se payant un yacht ne perd finalement pas grand-chose — son ascétisme pouvant même être distinctif ! Le pauvre, au contraire, peut subir des conséquences beaucoup plus lourdes s'il se détourne du regard des autres²⁹.

LE PAUVRE, LE MENDIANT ET LE CLOCHARD

La pauvreté n'apparaît, en effet, comme un ensemble homogène que si on la regarde de loin. Vue de l'intérieur, c'est plutôt un espace fracturé par des distinctions statutaires particulièrement prégnantes. C'est ce que soulignent Jean-François Laé et Numa Murard ; prenant l'exemple du tabac, ils montrent que, dans le quartier d'Elbeuf où ils ont enquêté, il